

**COMMUNE DE FREHEL**  
**Procès-Verbal du Conseil Municipal**  
**Séance du jeudi 28 novembre 2024**

**Date de convocation** : 22 novembre 2024

**Nombre de Conseillers en exercice** : 18

**Nombre de Conseillers présents** : 14

**Nombre de Conseillers votants** : 15

L'an deux mille vingt-quatre, le jeudi vingt-huit novembre à dix-neuf heures quinze minutes, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni à la mairie en séance publique sous la Présidence de Madame Michèle MOISAN, Maire.

**Etaients présents** : Mme MOISAN, MM CALLIOT, CHOLET, Mme CHATELLIER, MM FAUDIERE, SECRETAIN, DALLET, Mmes COQUELIN, MARTIN, MEHOUS, CUCULI, BRIARD, DURAND, M GREBERT formant la majorité des membres en exercice.

**Etaients absents excusés** : Mme NABUCET pouvoir à Mme DURAND.

**Etaients absents** : MM RENOUARDIERE, BELLANGER, LEMOINE.

M SECRETAIN est nommé secrétaire.

Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil Municipal du 29 octobre 2024 :

Le procès-verbal de la séance du Conseil Municipal du 29 octobre est adopté à l'unanimité.

### **DELIBERATIONS**

#### **DELIBERATION N°2024-2-063 : Création d'une Société Publique Locale (SPL) dans le domaine du tourisme**

La compétence tourisme est aujourd'hui détenue entre Dinan Agglomération et les communes : Dinan Agglomération est compétente pour la promotion du tourisme, les communes en matière de gestion d'équipements, d'animations.

Depuis 2017, avec la Loi NOTRe, Dinan Agglomération exerce sa compétence via l'Office de tourisme communautaire (association Loi 1901) Dinan-Cap Fréhel tourisme pour le volet promotion, et en régie via le service tourisme de Dinan Agglomération pour le volet aménagement et développement (ingénierie) touristique.

Un diagnostic de l'exercice de cette compétence réalisé dans le cadre de la réflexion sur son mode de gestion a fait apparaître que le statut d'association ne permet plus la mise en œuvre des missions de l'office de façon sécurisée. Il est également ressorti du diagnostic, un besoin de lisibilité financière, de coordination des actions en matière touristique tout en devant garantir la présence des communes dans la gouvernance et l'association étroite des socio-professionnels et des partenaires aux activités.

Après examen des différentes solutions et structures alternatives, le choix s'est porté sur la constitution d'une société publique locale (SPL) afin d'assurer :

- une gouvernance associant l'EPCI et les communes classées Stations ou Commune Touristique,
- une ouverture possible pour intégrer d'autres collectivités territoriales actrices de l'économie touristique,
- une implication tout aussi forte des socio-professionnels via la constitution d'un Comité des socio-professionnels les associant à l'activité de la SPL et la possible présence aux réunions du conseil d'administration d'un représentant avec voix consultative,
- une structure en capacité de construire des offres et de gérer à la fois la promotion et potentiellement des équipements structurants dans les domaines du tourisme, de la culture et des loisirs.

Définie par l'article L .1531-1 du code général des collectivités territoriales, la SPL est une société commerciale, dont le régime juridique est proche de celui de la société d'économie mixte locale, mais qui présente pour particularités :

- D'avoir un actionariat exclusivement composé de collectivités locales et/ou de leurs groupements,
- De disposer d'un organe de décision (Conseil d'Administration) composé des représentants des actionnaires publics exercent un plein contrôle de la SPL comme s'il s'agissait de leur propre service (contrôle dit « contrôle analogue ») : 18 sièges maximum
- De ne pouvoir agir que dans le cadre des compétences des actionnaires et sur leur territoire,
- De pouvoir passer des contrats « ni house », c'est-à-dire sans publicité ni mise en concurrence, avec les actionnaires (ex : pour réaliser des études)
- D'avoir, notamment, pour objet l'exploitation de services publics à caractère industriel, commercial ou toutes autres activités d'intérêt général.

La société agissant exclusivement pour le compte de tout ou partie de ses actionnaires et sur leur territoire, a pour objet de promouvoir et développer l'offre et l'attractivité touristique. Elle pourra à ce titre

- Réaliser et exécuter, notamment, des études et missions répondant aux besoins du développement et de la promotion du tourisme, de son organisation, des besoins d'animation du territoire de ses actionnaires,
- Exercer les missions d'office(s) de tourisme, incluant l'ensemble des missions définies par l'article L. 133-3 du Code du tourisme ou tout autre texte le complétant ou s'y substituant, en lien avec les partenaires économiques et institutionnels du secteur, telles que :
  - assurer l'accueil et l'information des touristes,
  - assurer la promotion touristique en lien avec les acteurs du secteur,
  - contribuer à coordonner les partenaires du développement touristique local,
  - participer à l'élaboration/élaborer et mettre en œuvre la politique locale du tourisme et des programmes locaux de développement touristique,
- Commercialiser des prestations de services touristiques dans les conditions prévues au chapitre unique du titre Ier du livre I du Code du tourisme relatif au régime de la vente de voyages et de séjours,
- Assurer l'étude, la gestion, la commercialisation et l'exploitation de tout équipement touristique, culturel et/ou de loisirs,
- Concevoir et/ou mettre en œuvre des animations, loisirs, fêtes et manifestations touristiques, culturelles et/ou de loisirs,
- Commercialiser des produits touristiques,
- Mettre en œuvre des actions de sensibilisation des touristes et des acteurs du tourisme en matière de protection de l'environnement en cohérence avec les actions réalisées par les actionnaires,
- Être consultée sur des projets d'équipements collectifs touristiques.

Et, plus généralement, la société pourra accomplir toutes les opérations financières, commerciales, industrielles, civiles, mobilières ou immobilières, présentant un intérêt général pour les actionnaires, qui peuvent se rattacher directement ou indirectement à l'objet social.

La SPL Dinan-Cap Fréhel tourisme a ainsi pour vocation à réunir les missions d'Office de tourisme et celles du service tourisme de Dinan Agglomération dont les salariés et agents intégreront la SPL pour ne former qu'une seule et même équipe.

Comme depuis 2017, Dinan Agglomération donnera les moyens financiers à la SPL pour assurer le financement des missions correspondant à celles de l'Office de Tourisme et celle du service tourisme en renforçant néanmoins une fonction support essentielle dans une SPL et aujourd'hui fragile au sein de l'Office de Tourisme (fonction finances, juridique et commande publique).

En complément des moyens de fonctionnement de la SPL, Dinan Agglomération restant titulaire de sa compétence tourisme, elle lui confiera annuellement selon les arbitrages budgétaires, la mise en œuvre des actions de sa stratégie touristique et de celle de la Destination régionale.

Le capital social de la SPL a été fixé à 450 000 € réparti en 900 actions d'une valeur nominale de 500 €.

La Gouvernance a été définie autour d'un Président Directeur Général (élu), d'un Conseil d'Administration (CA), d'une Assemblée Générale, régis par des statuts (projet ci-joint) et d'un pacte d'actionnaires visant notamment à organiser les relations financières entre les actionnaires. Celui-ci sera établi par les actionnaires et reprendra à minima les éléments constitutifs de la création de la SPL travaillés par le Copil (gestion des déficits, exercice du contrôle analogue...)

Le Conseil d'Administration sera composé de :

- 13 administrateurs à voix décisionnaires représentant les actionnaires (Dinan Agglomération, les 4 communes classées touristiques et potentiellement les 61 autres communes représentées dans une Assemblée Spéciale)

Le nombre de sièges au conseil d'administration ne permettant pas d'assurer la représentation directe de l'ensemble des communes actionnaires, celles ayant une participation réduite au capital et ne bénéficiant donc pas de cette représentation directe seront réunis dans une Assemblée Spéciale (potentiellement 61 communes). Ces communes désigneront leur représentant commun pour siéger au CA.

- un comité des Socio-professionnels et un Comité des partenaires (cf. Comité d'Études dans les statuts) désignant chacun leur(s) représentant(s) à voix consultative.

La répartition du capital et des administrateurs est proposée comme suit :

- Dinan Agglomération à hauteur de 307 500 €, représentant 615 actions : 8 sièges
- La commune de Dinan à hauteur de 28 000 €, représentant 56 actions : 1 siège
- La commune de Saint-Cast-Le-Guildo à hauteur de 28 000 €, représentant 56 actions : 1 siège
- La commune de Fréhel à hauteur de 28 000 €, représentant 56 actions : 1 siège
- La commune de Plévenon à hauteur de 28 000 €, représentant 56 actions : 1 siège
- Les 61 autres communes (max) membres de l'assemblée spéciale à hauteur de 30 500 € représentant 61 actions : 1 siège (1 commune = 1 action = 1 voix dans l'Assemblée Spéciale)

Le total des sièges au conseil d'administration sera donc de 13.

Le contrôle des actionnaires sur la SPL sera assuré à la fois par la présence de leurs représentants au Conseil d'Administration, mais également par les dispositifs légaux et statutaires conférant des prérogatives de contrôle et d'information aux actionnaires, complétés par les clauses des futures conventions conclues avec la SPL.

En complément des communes classées touristiques, toutes les communes de Dinan Agglomération peuvent ainsi entrer dans la SPL via l'achat d'une action et pourront ainsi lui confier des missions dans l'accompagnement de leurs projets. Une consultation auprès des 65 communes est organisée du 1<sup>er</sup> novembre au 15 décembre à cet effet.

Dans l'hypothèse où une ou plusieurs des 61 autres communes déciderait de ne pas entrer au capital de la SPL, Dinan Agglomération se porterait acquéreur des actions correspondantes, afin que l'ensemble du capital social soit souscrit à la création de la société, comme exigé par le code de commerce.

Dinan Agglomération est ainsi susceptible de souscrire un maximum de 676 actions (615 + 61) pour un montant total de 338 000 €, dont elle pourra revendre une partie aux communes qui voudraient intégrer ultérieurement la SPL

A l'issue de la consultation des communes, le Conseil Communautaire sera donc amené, début 2025, à approuver la composition définitive de l'actionnariat, à se prononcer sur la mise en place du contrat confiant les missions d'office de tourisme et d'ingénierie touristique à la SPL puis il sera procédé à la consolidation du pacte d'actionnaires et aux formalités légales nécessaires pour l'immatriculation de la SPL et la réunion du 1<sup>er</sup> Conseil d'Administration.

La présente délibération propose donc l'entrée de la commune au capital de la SPL Dinan-Cap Fréhel tourisme pour une souscription de 56 actions d'une valeur unitaire de 500 € pour un montant total de 28000 €, sachant que la commune disposera d'un représentant au conseil d'administration.

**Vu** le code général des collectivités territoriales, et notamment son article L. 1531-1 établissant le régime des sociétés publiques locales, ainsi que ses articles L. 1521-1 et suivants,

**Vu** le code de commerce,

**Vu** le code du tourisme et notamment les dispositions des articles L. 133-1 et suivants et R.133- 1 et suivants régissant les offices de tourisme,

**Vu** les projets de statuts,

**Vu** la délibération du conseil municipal n°2024-2-050 du 6 juin 2024 sur le principe de la participation de la commune à l'actionnariat de la SPL ;

**Vu** la délibération n° CA-2024-116 du conseil communautaire du 28 octobre 2024 sur la création d'une SPL dans le domaine du tourisme,

**Considérant** les motifs exposés ci-dessus,

#### **Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité**

- **Approuve** la souscription de la commune au capital de la Société Publique Locale Dinan-Cap Fréhel Tourisme à hauteur de 56 actions d'une valeur nominale de 500 euros chacune, pour un montant total de 28 000 euros ;
- **Approuve** le versement de la totalité de la souscription, soit 28 000 €, à la constitution de la société sur le compte séquestre ouvert à cet effet dans un établissement bancaire. Cette somme sera prélevée sur le compte détenu auprès du service de gestion comptable de Dinan ;
- **Approuve** le projet de statuts de la Société Publique Locale tel que joints en annexe à la délibération et autorise Madame le Maire à les signer ;
- **Approuve** la composition du Conseil d'Administration, le projet de répartition du capital et des administrateurs tel que décrit ci-dessus.

**Le Conseil Municipal acte** que les 65 communes de Dinan Agglomération vont être consultées pour leur entrée à l'actionnariat de la SPL dans les conditions décrites ci-dessus. La composition du capital, du conseil d'Administration et plus particulièrement de l'Assemblée Spéciale sera ainsi consolidée à l'issue de cette consultation.

- o **Approuve** le principe d'une direction assurée par un élu cumulant les fonctions de Président et de Directeur Général (PDG), qui sera élu par le Conseil d'Administration lorsque les collectivités actionnaires auront désigné l'ensemble de leurs représentants,
- **Désigne** le représentant de la commune dans les instances de la société (Conseil d'Administration et Assemblée Générale) : Mme Michèle MOISAN
- **Autorise** ce représentant à accepter toutes les fonctions qui pourraient lui être confiées au sein de la société publique locale
- **Autorise** le Maire ou son représentant à signer tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.
- **Dit** que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Rennes (par voie postale à Hôtel de Bizien, 3 Contour de la Motte CS44416, 35044 Rennes Cedex ou par voie dématérialisée via l'application « Télérecours citoyens » sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)) dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au représentant de l'Etat et de l'accomplissement des formalités de publicité requises.

#### **DELIBERATION N°2024-2-064 : Création de sept postes d'agent recenseur**

Le recensement de la population aura lieu du 16 janvier au 15 février 2025.

Dans le cadre de la préparation du recensement, et au vu des préconisations de l'INSEE, la Commune a été divisée en districts nécessitant le recrutement de 7 agents recenseurs.

Il vous est proposé de créer ces 7 postes.

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité**

- **Décide** la création de sept postes d'agent recenseur,
- **Dit** que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Rennes (par voie postale à Hôtel de Bizien, 3 Contour de la Motte CS44416, 35044 Rennes Cedex ou par voie dématérialisée via l'application « Télérecours citoyens » sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)) dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au représentant de l'Etat et de l'accomplissement des formalités de publicité requises.

**DELIBERATION N°2024-2-065 : Rémunération des agents recenseurs et du coordonnateur communal**

Madame le Maire expose à l'Assemblée que le recensement de la population aura lieu du 16 janvier au 15 février 2025. Mme le Maire précise que certains districts seront concernés par la réalisation d'une enquête famille.

Dans le cadre de la préparation du recensement, il convient de définir la rémunération des agents recenseurs. Après étude des pratiques des communes environnantes, il est proposé la rémunération suivante :

Rémunération forfaitaire : 200 € (au prorata du pourcentage de la collecte de feuille de logement),

Les 2 demi-journées de formation : 50 € par demi-journée,

Tournée de reconnaissance : 100 €,

Tarif par feuille de logement rendu : 1,50 € par feuille,

Tarif par bulletin individuel rendu : 2 € par bulletin individuel.

Forfait enquête famille : 150 € par district concerné

Rémunération forfaitaire pour le coordonnateur : 300 €

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité**

- **Fixe** comme suit la rémunération des agents recenseurs :
  - Rémunération forfaitaire : 200 € (au prorata du pourcentage de la collecte de feuille de logement),
  - Les 2 demi-journées de formation : 50 € par demi-journée,
  - Tournée de reconnaissance : 100 €,
  - Tarif par feuille de logement rendu : 1,50 € par feuille,
  - Tarif par bulletin individuel rendu : 2 € par bulletin individuel.
  - Forfait enquête famille : 150 € par district concerné
  - Rémunération forfaitaire pour le coordonnateur : 300 €
- **Dit** que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Rennes (par voie postale à Hôtel de Bizien, 3 Contour de la Motte CS44416, 35044 Rennes Cedex ou par voie dématérialisée via l'application « Télérecours citoyens » sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)) dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au représentant de l'Etat et de l'accomplissement des formalités de publicité requises.

**DELIBERATION N°2024-2-066 : Participation communale au Noël des enfants du personnel de la collectivité**

Madame le Maire rappelle à l'assemblée que chaque année la Commune attribue une somme de 30 € aux enfants du personnel communal, jusqu'à 12 ans révolus, à l'occasion de Noël.

Il vous est proposé de reconduire cette initiative pour l'année 2024.

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité**

**Attribue** pour Noël 2024 une somme de 30 € par enfant du personnel jusqu'à l'âge de 12 ans révolus,

**Dit** que la dépense sera imputée à l'article 623 du budget communal,

**Dit** que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Rennes (par voie postale à Hôtel de Bizien, 3 Contour de la Motte CS44416, 35044 Rennes Cedex ou par voie dématérialisée via l'application « Télérecours citoyens » sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)) dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au représentant de l'Etat et de l'accomplissement des formalités de publicité requises.

**DELIBERATION N°2024-2-067 : Autorisation donnée à Mme le Maire de déposer une autorisation d'urbanisme**

Dans le cadre du vote du budget avait été inscrit des travaux de rénovation énergétique concernant le poste de gendarmerie saisonnier (isolation extérieure et changement des menuiseries).

Ces travaux nécessitent le dépôt d'une déclaration préalable.

Il convient d'autoriser Mme le Maire à déposer l'autorisation d'urbanisme.

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité**

**Autorise** Madame le Maire à engager toutes les démarches nécessaires et à signer tous documents permettant le dépôt de la demande d'autorisation d'urbanisme concernant les travaux de rénovation énergétique pour le poste de gendarmerie saisonnier (isolation extérieure et changement des menuiseries),

**Dit** que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Rennes (par voie postale à Hôtel de Bizien, 3 Contour de la Motte CS44416, 35044 Rennes Cedex ou par voie dématérialisée via

l'application « Télérecours citoyens » sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)) dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au représentant de l'Etat et de l'accomplissement des formalités de publicité requises.

**QUESTIONS DIVERSES :**

- Un groupe de travail concernant l'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour la rénovation des locaux de la mairie est constitué et comprend Mmes CHATELLIER, MEHOUAS, MM CHOLET, FAUDIERE et SECRETAIN.
- Un groupe de travail concernant la gestion des boisements est constitué et comprend Mme MEHOUAS, MM CALLIOT, CHOLET et FAUDIERE.
- Présence de sangliers sur le camping : une battue sera organisée par la société de chasse le samedi 14 décembre.
- Le spectacle de Noël offert aux enfants de l'école et de la commune aura lieu le samedi 14 décembre à 15 heures à la Salle des Fêtes.
- Un cyclocross était programmé le 22 décembre à l'intérieur du camping. Le circuit et l'organisation avaient été validés par les représentants de NATURA 2000 au regard de la situation du camping. Seulement, compte-tenu des contraintes de calendrier, ce cyclocross est reporté en 2025

*L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 20h10.*

Le Maire,



Michèle MOISAN

Le Secrétaire de séance,

Daniel SECRETAIN

